

ÉGALITÉ CLIMATIQUE : UNE PLANÈTE POUR LES 99 %



Habitants d'une maison sur pilotis au bord de l'eau, dans un quartier informel de Manille. © Robin Hammond/Panos

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

www.oxfam.org

Le monde est confronté à une double crise : le dérèglement climatique et des inégalités galopantes. Les personnes, les entreprises et les pays les plus riches détruisent le monde avec leurs énormes émissions de carbone. Pendant ce temps, les personnes vivant dans la pauvreté, celles qui sont marginalisées et les pays du Sud global sont les plus durement touchés. Les femmes et les filles, les peuples autochtones, les personnes vivant dans la pauvreté et autres groupes victimes de discrimination sont particulièrement désavantagés. Les conséquences du dérèglement climatique se font sentir partout dans le monde et par la plupart des gens, mais seuls les peuples et les pays les plus riches disposent de la richesse, du pouvoir et de l'influence nécessaires pour se protéger. Ce pouvoir va de pair avec une énorme responsabilité.

Si aucune mesure n'est prise, les plus riches continueront à brûler le carbone qu'il nous reste pour maintenir la température mondiale en dessous de la limite de sécurité de 1,5°C, détruisant ainsi toute chance de mettre fin à la pauvreté et d'assurer l'égalité. Le monde a besoin d'une transformation équitable. Seules une réduction radicale des inégalités, une action climatique transformatrice et un changement fondamental de nos objectifs économiques en tant que société peuvent sauver notre planète tout en assurant le bien-être de tous.

© Oxfam International Novembre 2023

Ce document a été rédigé par :

Auteurs principaux : Ashfaq Khalfan, Astrid Nilsson Lewis, Carlos Aguilar, Jacqueline Persson, Max Lawson, Nafkote Dabi, Safa Jayoussi, Sunil Acharya

Auteurs contributeurs : Ana Caistor Arendar, Alex Maitland, Anthony Kamanda, Iñigo Macías Aymar, Jonas Giefeldt, Ruizhen Ma

Responsable de la mise en œuvre : Hanna Nelson

Modifications structurelles : Ana Caistor Arendar and Emma Seery

Oxfam remercie les personnes ci-dessous pour leur aide : Adam Musgrave, Ally Davies, Alexandre Poidatz, Amita Pitre, Angela Taneja, Annie Theriault, Bertram Zagema, Christian Hallum, Deepak Xavier, Danielle Smith, Francisco Bolanos, Hanna Saarinen, Hernan Cortes, Irene Guijt, Jacobo Ocharan, Jan Kowalzig, James Morrissey, Jorge Romero Leon, Kate Donald, Lea Guerin, Lies Craeynest, Lyndsay Walsh, Margaret Wanjiru, Marita Hutjes, Mira Alestigi, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Pubudini Wickramaratne, Ruth Mayne et Victoria Harnett

Oxfam exprime sa reconnaissance aux nombreux experts qui ont contribué à ce document : Dario Kenner, Emily Ghosh, Jason Hickel, Jayati Ghosh, Lucas Chancel, Sivan Kartha, Richard Wilkinson, Daniel Horen Greenford et Daniel Bressler

Pour la recherche : Anisha Nazareth, Emily Ghosh, Eric Kemp-Benedict and Sivan Kartha (Stockholm Environment Institute, SEI) et Corey Lesk (Dartmouth College)

Graphiques et visualisation des données : Julie Brunet – Datacitron et Lucy Peers

Ce document s'inscrit dans une série d'articles rédigés pour éclairer le débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un e-mail à advocacy@oxfaminternational.org

Cette publication est protégée par des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit entièrement citée. Le titulaire du droit d'auteur demande que toute utilisation de ce type soit enregistrée auprès de lui à des fins d'évaluation d'impact. Toute reproduction dans d'autres circonstances, que ce soit à des fins de réutilisation dans d'autres publications, de traduction ou d'adaptation, doit faire l'objet d'une autorisation qui peut s'avérer payante. E-mail policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations figurant dans cette publication sont correctes au moment de la mise sous presse.

Publiés par Oxfam GB pour Oxfam International en novembre 2023.

GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET INÉGALITÉS EXTRÊMES : LES DEUX DÉFIS DE NOTRE ÉPOQUE



Des golfeurs terminent leur ronde alors qu'un feu de forêt brûle à Eagle Creek près de Portland, dans l'Oregon aux États-Unis. ©Kristi McCluer

Les crises du dérèglement climatique et des inégalités extrêmes dominent notre époque. L'orgueil des milliardaires et les vagues de chaleur torrides font la une des journaux. Notre planète risque d'être détruite sous un déluge d'inondations et de feu. Partout dans le monde, dans des pays riches ou pauvres, des gens ordinaires sont confrontés à des prix encore plus élevés pour se loger et se nourrir, alors que les plus riches voient leurs fortunes croître implacablement. Les femmes, les personnes de couleur, les peuples autochtones et d'autres groupes marginalisés sont les premières victimes du dérèglement climatique. Les jeunes et les générations futures sont ceux qui subiront les pires conséquences de tout échec dans la lutte contre le changement climatique, alors que les milliardaires blancs de sexe masculin sont les grands gagnants.

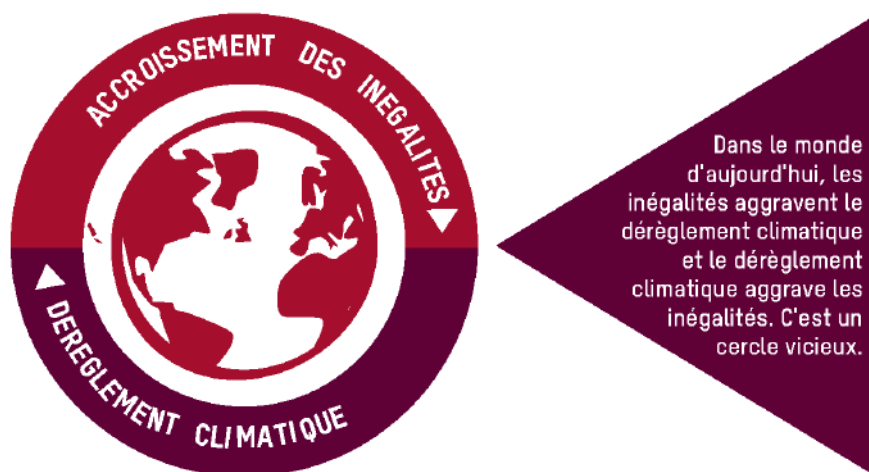


Figure 1 Le cercle vicieux du dérèglement climatique et des inégalités

Il ne s'agit pas de deux crises distinctes. Il ne s'agit pas de défis distincts auxquels l'humanité est confrontée. Présentant des recherches inédites, ce rapport révèle que ces doubles crises du climat et des inégalités sont au contraire entrelacées, fusionnées et qu'elles s'alimentent mutuellement.

S'appuyant sur de nouvelles données mondiales, ainsi que sur des experts et des défenseurs du monde entier, ce rapport plaide en faveur d'une approche radicalement nouvelle si nous voulons avoir une chance de surmonter la catastrophe qui se profile : **une planète pour 99 % de la population, dans laquelle nous nous attaquons ensemble aux inégalités extrêmes et au dérèglement climatique.**

Cela signifie qu'il faut non seulement aborder les responsabilités historiques et actuelles des nations fortement émettrices et des grandes entreprises pour leur rôle dans les émissions de carbone, mais aussi et surtout, le rôle démesuré que les personnes les plus riches jouent dans la crise climatique par leurs émissions, leurs investissements et leur emprise sur la politique. Cela implique de reconnaître qu'une augmentation radicale de l'égalité constitue une condition préalable à la fin du dérèglement climatique et de la pauvreté.

Encadré 1. Les inégalités climatiques en chiffres

L'analyse d'Oxfam a révélé les aspects ci-dessous.¹

- En 2019, les 1 % de super-riches ont été responsables de 16 % des émissions mondiales de carbone, soit l'équivalent des émissions des 66 % les plus pauvres de l'humanité (5 milliards de personnes).
- Depuis les années 1990, les 1 % de super-riches ont brûlé deux fois plus de budget carbone que la moitié la plus pauvre de l'humanité réunie.
- Les émissions de ces 1 % devraient être plus de 22 fois supérieures à la limite de sécurité en 2030 (les émissions autorisées si nous

voulons rester en dessous de 1,5 °C de réchauffement climatique au niveau mondial).

- Les émissions globales annuelles des 1 % de super-riches annulent les économies de carbone réalisées par près d'un million d'éoliennes terrestres, par rapport au charbon.
- Les émissions des 1 % de super-riches en 2019 ont occasionné 1,3 million de décès supplémentaires dus à la chaleur.
- Une taxe de 60 % sur les revenus des 1 % de super-riches à l'échelle mondiale permettrait de réduire l'équivalent en carbone d'une quantité supérieure aux émissions totales du Royaume-Uni et de lever 6,4 milliards de dollars pour financer les énergies renouvelables, ainsi que la transition vers l'abandon des énergies fossiles.

« Nous vivons dans un monde de plus en plus inégalitaire. Nous devons traiter cette question avec autant de priorité que la question climatique, sinon nous risquons de nous retrouver avec une planète dotée d'un très bon climat et de populations qui continuent de mourir de faim dans plusieurs pays du monde » – Président Luis 'Lula' Ignacio da Silva²

« Les milliardaires propriétaires de ce monde, qui ont hérité de ressources qui nous ont été volées, sont désormais également responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Une situation que les pays du Sud global n'ont jamais recherchée. Ils se sont approprié les ressources, ils ont construit des empires de cupidité, c'était de l'or, c'était de l'argent, c'était du caoutchouc et du bois ; désormais, c'est le pétrole et le gaz » – Pavel Martiarena Huamán, activiste pour le climat et photographe, Pérou³

Fondamentalement, cela implique des objectifs ambitieux qui, grâce à une action gouvernementale dynamique et ambitieuse, placent les 99 % aux commandes de nos économies, afin d'obtenir trois objectifs.

- 1 **Une hausse radicale de l'égalité.** Les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre des politiques éprouvées pour réduire considérablement l'écart entre les plus riches et le reste. Ce n'est qu'en réduisant radicalement les inégalités que nous pourrions offrir une vie agréable à toute l'humanité, tout en protégeant et en préservant notre planète. Réduire les revenus et la richesse des plus riches réduira les émissions. Les sociétés plus égalitaires sont mieux à même de gérer efficacement et équitablement les risques et les impacts énormes des phénomènes météorologiques extrêmes. Des sociétés plus égalitaires sur le plan économique sont essentielles pour lutter contre les inégalités fondées notamment sur le sexe, la race et la caste. Elles peuvent garantir le consensus politique nécessaire à une transition rapide et permanente des énergies fossiles et de la surconsommation d'un nombre limité vers une vie meilleure pour tous.
- 2 **Une transition rapide et juste vers l'abandon des énergies fossiles.** Nous devons opérer une transition rapide *et* juste pour nous éloigner des énergies fossiles, en éliminant leur utilisation dans les pays

riches de la façon la plus étendue et plus rapide possible. Nous devons mettre en place une nouvelle vague d'impôts sur les entreprises et les milliardaires qui ont profité du pillage de notre monde. Des milliards de dollars provenant de ces nouvelles taxes peuvent être investis dans les services publics, les technologies et des biens conçus pour et par 99 % de la population, en particulier pour les femmes et les filles, les personnes racialisées et autres groupes les plus touchés. Ces mesures permettront de construire rapidement un monde plus juste et plus vert, notamment en fournissant des énergies renouvelables universelles et accessibles, des logements sûrs et non énergivores, des trains à grande vitesse et d'autres modes de transport public, une protection pour tous contre les conditions météorologiques extrêmes et une prise en charge des pertes et dommages déjà subis.

- 3 **Un nouvel objectif pour une nouvelle ère.** Axé sur l'accumulation de richesses toujours plus importantes pour les personnes déjà riches, le système économique actuel nous conduit au bord du précipice. Raciste et sexiste, ce système repose sur l'exploitation des populations et des ressources naturelles. Il convient de mettre fin à la focalisation sur la croissance économique, quelle qu'elle soit, sur l'extraction sans fin et sur la surconsommation à tout prix. Les populations doivent reprendre leur destin en main et ce sont les gouvernements démocratiquement élus, et non les entreprises, qui doivent façonner notre économie. Il convient de réorienter et repenser nos économies de manière ciblée, en privilégiant le double objectif de l'épanouissement humain et planétaire.

1. LES SUPER-RICHES BRÛLENT NOTRE MONDE



Des activistes pour le climat manifestent pacifiquement à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, empêchant les jets privés d'atterrir et de décoller. © Marten van Dijk/Greenpeace

Si nous ne réduisons pas rapidement les émissions de carbone, nous aurons épuisé la quantité de carbone que nous pouvons émettre sans déclencher un dérèglement climatique d'ici cinq ans seulement. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a clairement révélé que les pays riches et fortement émetteurs, ainsi que les grandes entreprises polluantes, portent une responsabilité démesurée dans l'aggravation de la crise climatique.⁴

Le rôle et la responsabilité des pays dits du Nord global dans la crise climatique sont bien documentés : les pays classés par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en tant que pays de l'annexe 1 (soit la plupart des pays industrialisés) se sont révélés, en raison de leur passé historique et souvent colonial, responsables de 90 % des émissions excédentaires, et les pays du Nord global, plus spécifiquement, de 92 % de ces émissions.⁵

Le rôle des entreprises, et notamment des entreprises d'énergies fossiles, dans la crise climatique est tout aussi bien documenté. Une étude très médiatisée a révélé que 70 % des émissions industrielles de carbone depuis 1998 proviennent de seulement 100 producteurs de pétrole, de charbon et de gaz.⁶

Le rôle des super-riches et des riches (les 1 % et 10 % les plus riches en termes de revenus) dans le dérèglement climatique est beaucoup moins bien connu et documenté. Il est essentiel de comprendre leur rôle si nous voulons réussir à stabiliser notre planète et garantir de bonnes conditions de vie à l'ensemble de l'humanité.

En particulier, les 1 % de super-riches jouent un rôle clé dans l'histoire climatique à trois égards :

- 1 à travers le carbone qu'ils émettent dans leur vie quotidienne, par leur consommation, notamment celle de leurs yachts, jets privés et styles de vie somptueux ;
- 2 par leurs investissements et leurs participations dans des industries très polluantes et leurs intérêts financiers en faveur du statu quo économique ; et
- 3 par l'influence injustifiée qu'ils exercent sur les médias, l'économie, la politique et l'élaboration des politiques.

En 2019, les 1 % de super-riches ont été responsables d'autant d'émissions de carbone que les 66 % les plus pauvres de l'humanité (5 milliards de personnes).⁷

EN ROUTE VERS LA CATASTROPHE : LES VASTES ÉMISSIONS DE CARBONE DES PERSONNES LES PLUS RICHES DU MONDE

Oxfam a travaillé en étroite collaboration avec le Stockholm Environment Institute (SEI) afin d'analyser et de documenter soigneusement l'inégalité obscène des émissions de carbone des individus jusqu'en 2019, l'année la plus récente disponible. Les résultats sont choquants.

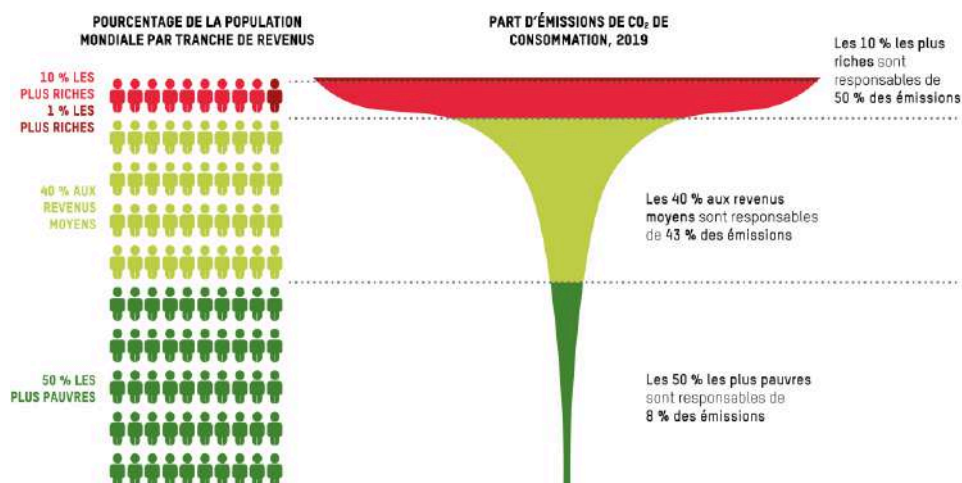


Figure 2 Groupes de revenus mondiaux et émissions de consommation associées en 2019 Source : Oxfam et SEI

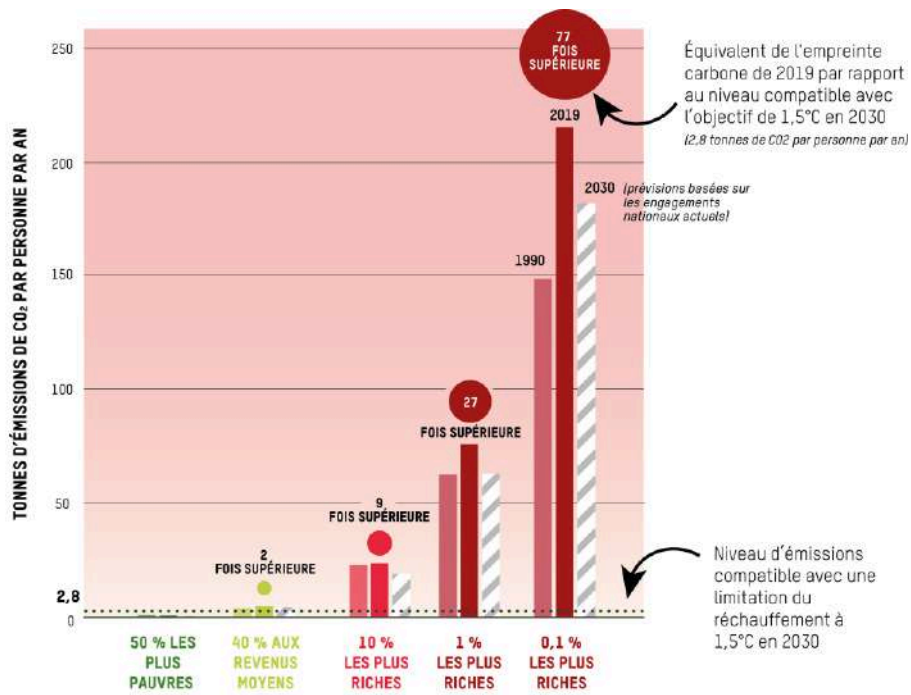


Figure 3 Émissions annuelles de consommation par habitant, par groupe de revenu, pour 1990, 2019 et 2030. Source : Oxfam et SEI

Une étude portant sur les émissions liées au mode de vie de 20 milliardaires (18 hommes, tous blancs) a révélé que chacun d'entre eux produisait en moyenne plus de 8 000 tonnes de CO₂ en un an.^{8,9} Les propriétaires de jets privés sont en grande majorité des hommes blancs d'un certain âge (plus de 50 ans), qui travaillent dans la banque, la finance et l'immobilier.¹⁰



Vieille pale d'éolienne cassée dans un champ d'éoliennes. ©Frank Fennema

Au-delà des 1 % les plus riches, les 10 % les plus riches jouent également un rôle de premier plan dans l'histoire climatique, émettant ensemble la moitié

de toutes les émissions mondiales.¹¹ Sur les émissions des 10 % les plus riches du monde, 60 % proviennent de pays à revenu élevé.¹² Leurs émissions sont alimentées par une publicité incessante et un système économique axé sur la surconsommation constante. Ces 10 % n'ont pas le même contrôle sur l'économie et la politique que les super-riches, mais leur opinion politique et leur pouvoir économique sont importants pour assurer le changement politique et économique dont nous avons besoin.

Greenpeace a constaté que les jets privés européens ont émis un total de 5,3 millions de tonnes de CO₂ entre 2020 et 2023, le nombre de vols ayant été multiplié par cinq au cours de cette période, atteignant 573 000 en 2022.¹³

Les émissions des plus riches mènent la planète tout droit à la catastrophe. Pour limiter le réchauffement climatique à long terme à 1,5 °C, il convient de réduire de 48 % le total des émissions mondiales d'ici à 2030 (par rapport aux niveaux de 2019).¹⁴ De nouvelles projections basées sur les travaux du SEI et d'Oxfam révèlent qu'en 2030, les émissions de consommation par habitant des super-riches du monde (les 1 % les plus riches) devraient être plus de 22 fois supérieures au niveau compatible avec l'objectif de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C, ce qui équivaldrait à 2,8 tonnes de CO₂ par habitant. En revanche, les émissions de la moitié la plus pauvre de la population mondiale devraient rester à un cinquième du niveau compatible avec l'objectif de 1,5 °C.¹⁵

INVESTISSEMENT DANS LA POLLUTION

Bien que massive, la consommation personnelle des super-riches est éclipsée par les émissions résultant de leurs investissements dans les entreprises.¹⁶ On estime que les investissements des 1 % les plus riches représentent de 50 % à 70 % de leurs émissions.¹⁷

En 2022, Oxfam a analysé 125 milliardaires et a constaté qu'en moyenne, leurs investissements émettaient 3 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an, soit plus d'un million de fois plus que la moyenne d'une personne appartenant aux 90 % les plus pauvres de l'humanité.¹⁸

Un seul milliardaire dans l'étude a investi dans une entreprise d'énergie renouvelable. La part des investissements des milliardaires dans les industries polluantes était deux fois plus importante que celle de l'investisseur moyen. Ces investissements permettent aux super-riches de gérer et de contrôler un grand nombre d'entreprises parmi les plus grandes et les plus puissantes du monde, ce qui leur donne une influence considérable sur leurs émissions de carbone et leur impact environnemental, et par conséquent sur l'économie.¹⁹



Figure 4 Émissions liées à la consommation et à l'investissement – exemples de deux milliardaires.
Source : Oxfam, Barros et Wild (2021)

Les super-riches exercent une influence démesurée sur la politique. Par exemple, l'analyse d'Oxfam révèle que tous les sénateurs américains, qui ratifient les traités mondiaux sur le climat au nom des États-Unis, ont un salaire qui les place dans le top 1 % des émetteurs de carbone dans le monde.²⁰ Les commissaires européens font également partie de cette catégorie, tout comme les membres du cabinet australien. Outre leurs revenus élevés, de nombreux législateurs fortunés ont également investi de manière significative dans l'industrie des énergies fossiles. On estime que les membres du Congrès américain détiennent 93 millions de dollars en actions dans les industries des énergies fossiles.²¹

**LES LÉGISLATEURS/TRICES
CHARGÉ·ES DE RÉDUIRE LES
ÉMISSIONS DE CARBONE FONT PARTIE DES
1 % LES PLUS RICHES DU MONDE.**



Figure 5 Revenus des législateurs et émissions de carbone liées à la consommation. Source : Oxfam/SEI

Les super-riches sont les principaux actionnaires des entreprises qui cherchent souvent elles-mêmes à façonner la politique. Les entreprises des énergies fossiles dominent de plus en plus les négociations des Nations unies sur le climat : lors de la COP26, plus de 500 personnes déléguées de l'industrie des énergies fossiles ont eu accès aux négociations.²² Un tiers des principales sociétés de médias de contenu ont pour principaux propriétaires des milliardaires.²³ Un exemple notoire est celui de Rupert Murdoch, dont la famille contrôle Fox News, entre autres nombreux médias.²⁴ Au cours du premier semestre 2019, 86 % des segments consacrés au changement climatique sur Fox News ont dédaigné la catastrophe climatique, jeté le doute sur le réchauffement de la planète ou fait preuve d'alarmisme lors de débats sur les solutions climatiques.²⁵

Du fait de leurs investissements et de leur pouvoir sur l'économie, la politique et les médias, les super-riches imposent non seulement à l'humanité l'utilisation constante des énergies fossiles, mais ils encouragent et soutiennent également la surconsommation et une économie fondée sur le carbone, ce qui rend beaucoup plus difficile la réduction d'émissions par les autres acteurs.

2. À L'ABRI DES AFFRES DU CLIMAT

Les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents et de plus en plus violents. Inondations, sécheresses, tempêtes : tous ces événements gagnent en puissance et en fréquence. Dans le même temps, les effets à long terme du changement climatique, tels que la baisse chronique des rendements agricoles ou la pénurie d'eau, sont déjà une réalité.

Pourtant, les pays et les personnes les plus riches sont les plus à l'abri de la catastrophe climatique qu'ils ont provoquée. Tout comme l'extrême inégalité en termes de responsabilité des émissions de carbone à l'origine de la crise climatique actuelle, il existe de vastes inégalités dans la façon dont les impacts de l'évolution rapide du climat sont ressentis. Pour simplifier, les effets néfastes du changement climatique sont redistribués sur les personnes qui vivent dans la pauvreté. Les personnes et les pays riches sont à l'origine de la crise climatique, tandis que les personnes vivant dans la pauvreté, les groupes marginalisés, les pays du Sud global, les petits États insulaires et d'autres pays particulièrement vulnérables sont les plus durement touchés par l'impact du changement climatique, un processus brutal décrit comme un « apartheid climatique ».^{26, 27} Ce fossé entre les riches et le reste de l'humanité vient s'ajouter à d'autres divisions, telles que le sexe, l'appartenance ethnique et la caste. Par rapport aux hommes, les femmes, notamment celles dont le statut socio-économique est moins élevé, ont généralement moins accès aux secours et à l'assistance, présentent des taux de survie plus faibles et une espérance de vie réduite à la suite d'une catastrophe liée au climat.²⁸ Les populations autochtones, tant du Nord que du Sud, sont également touchées de manière disproportionnée par le changement climatique.²⁹

Les pays les moins responsables du réchauffement climatique, principalement les pays du Sud global, subissent les pires conséquences de la crise climatique actuelle et sont également les moins à même d'y répondre ou de s'en remettre, tandis que les pays du Nord global figurent parmi les moins touchés.

Les faits montrent que les inégalités économiques entre les pays sont déjà 25 % plus importantes qu'elles ne le seraient dans un monde sans réchauffement climatique.³⁰

Dans tous les pays, les personnes riches vivent généralement dans des logements plus sûrs et sur des terres beaucoup moins exposées aux inondations et autres catastrophes.³¹ Elles vivent dans un luxe climatisé, tandis qu'à l'extérieur, les températures atteignent des niveaux mortels. Lorsqu'elles sont frappées par des catastrophes climatiques, les populations riches disposent des fonds et des assurances nécessaires pour reconstruire leur vie.³² Les personnes riches bénéficient également d'un meilleur accès à l'éducation, ce qui les rend généralement mieux informées des risques et leur donne davantage de poids politique.³³

Pendant ce temps, de nombreux super-riches préparent leur fuite en cas d'effondrement du climat. Le PDG de Tesla, SpaceX et X (anciennement Twitter), Elon Musk, a même lancé l'idée d'évacuer la Terre pour Mars.^{34, 35}

HISTOIRE : Diyaara, éleveuse du Kenya

Lorsqu'on lui demande quel est son plat préféré, Diyaara, une éleveuse du Kenya, répond : « Mon plat préféré ? C'est n'importe quel aliment que je peux trouver. Actuellement, rien ne me fait sourire. Les réservoirs et barrages d'eau se sont asséchés et sont usés à cause du manque de pluie au cours des trois dernières années. Avant, j'élevais des chèvres et je tenais un petit magasin, ce qui me permettait de vivre. Mais après la sécheresse, j'ai perdu toutes mes chèvres et j'ai vécu de mes économies jusqu'au dernier centime. La nourriture est désormais notre première nécessité. Aujourd'hui, nous n'avons plus que les céréales provenant des organisations caritatives, que nous utilisons pour préparer les repas de mes enfants. »

En revanche, les personnes à faible revenu vivent souvent dans des zones plus exposées aux inondations, aux fortes pluies, au stress thermique et aux tempêtes.^{36, 37} Elles vivent fréquemment dans des logements temporaires ou de faible qualité, parfois sans les plus élémentaires sécurités en termes de construction.³⁸ Leurs terres et autres biens ne sont pas enregistrés ni reconnus et peuvent leur être confisqués en cas de catastrophe. En outre, ces personnes sont généralement moins informées sur le changement climatique et les événements météorologiques à venir.³⁹ Surtout, de manière générale de nombreuses personnes à faible revenu ne possèdent pas d'économies et n'ont pas accès à l'aide ou à la protection sociale pour les aider à faire face à une situation d'urgence.⁴⁰

LES CATASTROPHES NATURELLES N'EXISTENT PAS

Les catastrophes n'ont rien de naturel. C'est la façon dont la société et l'humanité se préparent et réagissent qui détermine si des conditions météorologiques extrêmes deviennent une catastrophe. Le degré d'égalité d'une société joue un rôle déterminant à ce niveau.

Il est attesté que les sociétés plus égalitaires sont mieux à même de gérer collectivement les risques, à la fois en les répartissant plus équitablement et en réduisant leur niveau général.⁴¹ Les sociétés plus égalitaires sont plus en mesure de faire face aux chocs causés par des conditions météorologiques extrêmes.

L'impact est nettement plus marqué dans les pays plus inégalitaires. D'après une étude portant sur 573 inondations majeures survenues dans 67 pays à revenu intermédiaire et élevé, le nombre de décès dus aux inondations est sept fois plus élevé dans les pays les plus inégalitaires que dans les pays plus égalitaires.⁴²

Toute personne, qu'elle soit riche ou pauvre, a intérêt à ce que la société dans laquelle elle vit soit capable de prévenir et de s'adapter collectivement aux impacts climatiques. Il se peut qu'une personne riche dispose des ressources nécessaires pour construire sa maison sur une colline afin

d'éviter les inondations, mais elle reste profondément affectée si la ville où elle travaille et passe du temps est inondée par manque de protections collectives. Sa protection personnelle ne sert pas à grand-chose si son quartier est détruit.



La maison d'une riche personne en Floride survit à l'ouragan, mais le quartier environnant est détruit.⁴³
© Johnny Milano/New York Times/Redux/eyevine

Encadré 2. Inégalités, faim et chaleur

Alors que les températures dépassent le niveau supportable pour les êtres humains, on estime que les décès dus à la chaleur vont augmenter de façon spectaculaire, notamment dans les pays à faible revenu.⁴⁴ Au sein d'un même pays, les décès dus à la chaleur sont influencés par les inégalités. Une journée à 45 °C se vit très différemment dans une maison climatisée de la banlieue de Mumbai par rapport à la cabane en tôle d'un bidonville qui fonctionne comme un four.⁴⁵ Aux États-Unis, les personnes de couleur ont tendance à résider dans des quartiers plus chauds que les personnes blanches⁴⁶ et sont également moins susceptibles d'avoir la climatisation.

Le système alimentaire mondial est très inégalitaire alors que les phénomènes météorologiques extrêmes entravent déjà considérablement la production agricole, ce qui risque de s'aggraver nettement. Aujourd'hui, 783 millions de personnes ne savent pas où se procurer leur prochain repas.⁴⁷ Pendant ce temps, en 2020 et 2021, les milliardaires de l'alimentation et de l'agriculture ont pu augmenter leur richesse collective de 45 %.⁴⁸

Dans le Sud global comme dans le Nord global, la flambée des prix des denrées alimentaires laisse présager un avenir marqué par la faim et la malnutrition pour les personnes vivant dans la pauvreté ou menacées de l'être, tandis que les plus riches sont tout simplement en mesure d'assumer ces hausses.⁴⁹ Dans les pays du Sud, les personnes les plus pauvres consacrent six fois plus de leur revenu à l'alimentation que les plus riches. Aux États-Unis, les plus pauvres dépensent quatre fois plus.⁵⁰



Les environs du complexe Bandra Kurla à Mumbai est un mélange d'extrême richesse et d'extrême pauvreté.⁵¹ © Johnny Miller/Unequal Scenes

3. TOUTE GRANDE RICHESSE VA DE PAIR AVEC UNE GRANDE RESPONSABILITÉ D'AGIR

Il est donc facile de répondre à la question de savoir qui doit agir. Il convient que les personnes fortunées, les pays riches à fortes émissions et les grandes entreprises polluantes paient le prix le plus élevé pour éviter un effondrement total du climat en assumant les coûts de la lutte contre le changement climatique et en réduisant d'abord radicalement leurs émissions, et ce rapidement. Ce sont également eux qui doivent être contraints de renoncer à leur influence excessive sur la politique et sur notre économie mondiale alimentée par les énergies fossiles.

Plus on est riche, plus il est facile de réduire ses émissions. La plupart des émissions de carbone des super-riches provient des biens et services de luxe et de leurs investissements, ce qui leur confère une capacité bien plus grande à assurer les réductions profondes et immédiates dont nous avons besoin pour rester en dessous de 1,5 °C. Personne n'a besoin, par exemple, de prendre souvent l'avion, d'utiliser des jets ou des yachts privés, de posséder de multiples demeures de plusieurs millions de dollars ou des flottes de voitures haut de gamme gourmandes en carburant. D'un simple appel à son courtier, un investisseur milliardaire peut facilement transférer son argent des énergies fossiles vers l'énergie verte.

Comparez cette situation à celle d'un travailleur à bas salaire aux États-Unis, qui vit dans une zone dépourvue de transports en commun adaptés et qui est donc contraint de se rendre au travail en voiture. Il se peut que cette personne vive dans un logement locatif mal isolé, sans autre choix que de se chauffer au gaz. Globalement, ces personnes figurent peut-être parmi les plus gros émetteurs, mais le contrôle qu'elles exercent sur leurs émissions et leur capacité à les limiter est bien inférieur à celui des personnes les plus riches.

IL EST TEMPS DE FAIRE PAYER LES RICHES POLLUEURS

Les pays riches n'ont pas seulement la plus grande capacité à payer ; ils ont aussi la responsabilité de compenser leurs émissions historiques de carbone et leurs activités extractives néocoloniales toujours en cours. Ces activités ont mis en péril l'avenir de la vie sur Terre, tout en faisant peser sur les pays du Sud global, sur les personnes vivant dans la pauvreté et sur celles qui sont marginalisées, des conséquences climatiques qui mettent leur vie en danger. C'est une question de justice.

Néanmoins, les pays riches ne font jamais preuve de l'ambition ni de la volonté politique nécessaires pour payer leurs dettes climatiques, voire pour respecter leurs engagements existants en matière de financement de la lutte contre le changement climatique. En outre, ils se résistent toujours à céder aux appels à des réparations pour les dommages passés et actuels causés par le colonialisme et l'expansion coloniale, qui sont tous deux souvent liés aux impacts climatiques.

En 2009, lors de COP15 de Copenhague, les pays développés⁵² se sont engagés à accroître leurs financements pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020. Jusqu'à présent, ils ont clairement échoué à tenir cette promesse, n'atteignant que 83,3 milliards de dollars en 2020. Pire encore, l'analyse d'Oxfam révèle qu'en 2020, la valeur nette du soutien financier spécifiquement destiné à l'action climatique ne s'élevait qu'à 21-24,5 milliards de dollars, soit un niveau nettement inférieur aux chiffres officiels.⁵³

Il existe aujourd'hui des quantités de richesses incroyables et sans précédent dans le monde, qui suffiraient largement à financer entièrement la lutte visant à entraver toute aggravation du dérèglement climatique. De plus en plus, cette richesse n'est pas entre les mains des pouvoirs publics, mais entre celles de riches particuliers et de grandes entreprises.⁵⁴ L'utilisation d'une fiscalité accrue pour ramener une part importante de cette richesse et de ces profits excessifs dans les mains du public serait un facteur de transformation.

Il convient de verser aux pays du Sud global des milliards de dollars de ces nouvelles recettes fiscales, afin de financer une transition énergétique rapide et équitable, d'aider les communautés à se protéger du changement climatique et de compenser les pertes et dommages causés par le dérèglement climatique. Cela doit servir à annuler des dettes écrasantes, à réduire rapidement les inégalités, à mettre fin à la pauvreté et à assurer la prospérité de tous.

Encadré 3. Taxer les riches pour sauver la planète dès maintenant

Il existe trois taxes qui, ensemble, pourraient rapporter plus de 9 000 milliards de dollars pour construire un monde vert et égalitaire.

Impôt sur la fortune : 1 700 milliards de dollars par an

Oxfam a calculé qu'un impôt sur la fortune des millionnaires et milliardaires pourrait générer plus de 1 700 milliards de dollars par an.⁵⁵ Un impôt complémentaire et punitif sur les investissements dans les activités polluantes pourrait rapporter au moins 100 milliards de dollars supplémentaires par an.⁵⁶

Impôt sur le revenu le plus élevé : 6 400 milliards par an

Un impôt sur le revenu de 60 % sur les 1 % des revenus les plus élevés générerait 6 400 milliards de dollars par an.⁵⁷

Impôt sur les superprofits des sociétés : jusqu'à 941 milliards de dollars

Ensemble, 722 des plus grandes entreprises du monde ont engrangé plus de 1 000 milliard de dollars de superprofits chaque année au cours des deux dernières années (2022 à 2023). Parmi celles-ci, 45 sociétés du secteur de l'énergie ont obtenu en moyenne 237 milliards de dollars par an de bénéfices exceptionnels. L'analyse d'Oxfam et d'Action Aid révèle qu'une taxe de 50 à 90 % sur les superprofits de 722 multinationales aurait pu générer jusqu'à **941 milliards de dollars**.⁵⁸



Des activistes pour le climat lèvent une éolienne à l'aube sur une plage de Durban, en Afrique du Sud. © Shayne Robinson/Greenpeace

4. UNE TRANSFORMATION ÉGALITAIRE EST POSSIBLE

La bonne nouvelle, c'est que l'humanité peut se libérer du piège du climat et des inégalités. Une transformation égalitaire, étayée par des politiques économiques et sociales qui luttent à la fois contre les inégalités et la crise climatique, est à notre portée. Cela exigera toutefois une vision, une volonté politique et, surtout, un engagement à primer les besoins du plus grand nombre sur la cupidité de quelques-uns.



Figure 6 Le cycle positif entre égalité accrue et transition équitable

Nous devons transformer les économies de façon radicale et rapide si nous voulons éviter le dérèglement climatique. Il convient que l'humanité cesse rapidement d'utiliser tous les énergies fossiles et investisse dans la transition vers des énergies renouvelables propres, ainsi que dans une plus grande efficacité énergétique et des ressources. La surconsommation non essentielle des plus riches de notre société à l'échelle mondiale doit cesser. Il convient également d'investir et d'œuvrer pour créer un système économique qui favorise le bien-être de tous à l'intérieur des limites de notre planète.

Il est primordial que cette transformation soit juste. Elle doit être équitable. Elle doit être égalitaire, non seulement sur le plan économique, mais aussi en s'attaquant au patriarcat, au racisme et aux inégalités qui sont perpétuées par notre système économique. Elle doit mettre fin à la pauvreté et permettre à tous les habitants de la planète de mener une vie agréable et de s'épanouir pleinement, sans craindre la maladie, le dénuement et la faim. Si ce n'est pas le cas, elle échouera.

Une transformation égalitaire exigera les trois éléments ci-dessous.

A. Une hausse radicale de l'égalité.

B. Une transition rapide et juste vers l'abandon des énergies fossiles.

C. Un nouvel objectif pour une nouvelle ère.

« Je crois que nous devons rendre nos dirigeants et les grands pollueurs responsables de faire souffrir les communautés vulnérables » – Marinel Ubaldo, activiste pour le climat et survivante du typhon Haiyan, aux Philippines⁵⁹

4.A. UNE HAUSSE RADICALE DE L'ÉGALITÉ

Une transformation égalitaire exigera beaucoup plus d'égalité au niveau mondial. Il existe une série de raisons pour lesquelles une augmentation radicale de l'égalité contribuerait à mettre fin au dérèglement climatique et aiderait l'humanité à s'épanouir.

- a. **Une égalité accrue nous permettra d'atteindre les objectifs d'éradication de la pauvreté et de survie de la planète.** En augmentant radicalement l'égalité et en redistribuant les revenus et les richesses, il est possible de veiller à ce que chacun puisse mener une vie décente tout en maintenant la planète dans les limites nécessaires à sa survie et à sa prospérité.

Des chercheurs de la Banque mondiale ont constaté que si les inégalités étaient réduites, la quantité d'émissions de carbone nécessaires pour éradiquer l'extrême pauvreté serait d'un tiers ce qu'elle est aux niveaux actuels d'inégalité.⁶⁰ Selon les calculs d'Oxfam, une redistribution mondiale des revenus pourrait permettre à tout le monde d'atteindre un niveau de 25 dollars par jour ou plus (le seuil de prospérité proposé par la Banque mondiale),⁶¹ tout en réduisant les émissions mondiales de 10 % (environ l'équivalent des émissions totales de l'Union européenne), tout en laissant un revenu annuel moyen d'environ 47 000 dollars aux 10 % les plus riches du monde.⁶² À l'inverse, si les niveaux actuels d'inégalité restent inchangés, pour relever toute la population mondiale au minimum de 25 dollars par jour, il faudrait multiplier par 50 tous les revenus, y compris ceux des plus riches, ce qui détruirait notre planète.⁶³

- b. **Une plus grande égalité économique réduira radicalement les émissions des super-riches et leur influence sur la politique et la prise de décisions.** Une plus grande égalité permettra également de réduire considérablement les émissions de carbone. En fait, c'est l'une des stratégies d'atténuation les plus performantes dont nous disposons.⁶⁴ Réduire la richesse des plus riches et le nombre de super-riches dans le monde jouerait un rôle décisif dans la réduction de leurs émissions excessives et dangereuses. Selon les calculs d'Oxfam, une taxe de 60 % sur les revenus des 1 % les plus riches réduirait les émissions mondiales de 700 millions de tonnes, soit plus que les émissions totales du Royaume-Uni, et permettrait de collecter des milliards à investir dans la

transition verte.⁶⁵ Étant donné que les investissements des super-riches sont plus polluants que la moyenne,⁶⁶ réduire leur richesse et réorienter ces capitaux vers d'autres investissements plus verts pourrait jouer un rôle transformateur dans la réduction des émissions. La réduction de la richesse et du nombre de super-riches influencerait également sur la politique, contribuant à limiter leur influence et leur mainmise sur la politique et la prise de décisions.

c. **Une plus grande égalité économique est essentielle pour rendre possible la transformation de nos économies.**

Partout dans le monde, l'opposition à l'action sur le changement climatique est devenue un élément central de la polarisation politique. Moins polarisées politiquement, les sociétés plus égalitaires⁶⁷ présentent en outre des niveaux de confiance plus élevés,⁶⁸ ce qui permet le débat, le consensus et les décisions collectives nécessaires à une transformation égalitaire. Une plus grande égalité économique est essentielle pour lutter contre d'autres inégalités telles que la race, le sexe et la caste, car les femmes et les filles, les personnes de couleur et d'autres groupes marginalisés figurent systématiquement parmi les plus pauvres, tandis que les plus riches du monde sont majoritairement des hommes blancs.⁶⁹ Dans les sociétés plus égalitaires, les gens dépensent moins pour la consommation et les biens liés au statut.⁷⁰ De même, les sociétés plus égalitaires présentent généralement une fiscalité plus progressive, des services publics, des transports en commun et une protection sociale universelle qui offrent des niveaux élevés de bien-être à moindre coût et avec un impact carbone beaucoup plus faible.⁷¹ Les sociétés plus égalitaires sont également plus susceptibles d'avoir des entreprises privées et des entreprises sociales détenues collectivement, avec une plus grande représentation des employés⁷² et la capacité d'œuvrer en faveur d'objectifs sociaux et environnementaux.⁷³

d. **Une plus grande égalité économique est essentielle à la capacité de la société à faire face équitablement aux impacts du dérèglement climatique.** Les sociétés plus égalitaires sont plus en mesure de gérer collectivement les risques, c'est-à-dire de faire face aux impacts du changement climatique déjà en cours, de manière à les répartir équitablement et à les réduire considérablement.⁷⁴

Trop de politiques proposées pour enrayer le changement climatique ne tiennent pas compte de la répartition, ni des impacts qu'elles ont sur les riches par rapport au reste de la population, sur les femmes par rapport aux hommes ou de leurs différentes répercussions en fonction de la race, de la caste ou d'autres identités.

Nous l'avons vu en France en 2018, en réaction à la tentative du président Macron d'augmenter la taxe carbone sur les carburants tout en supprimant l'impôt sur la fortune des super-riches. Cela a déclenché le mouvement des « Gilets jaunes », tandis que la fureur face à la perception d'injustice a été telle que le président s'est vu contraint de revenir sur l'augmentation de la taxe sur les carburants.⁷⁵

Pour éviter un dérèglement climatique total, il faudra des politiques économiques et sociales transformatrices et des changements sans précédent dans nos modes de vie, notamment dans les pays du Nord global. Cela ne sera possible qu'avec un large soutien de l'opinion publique et que si les populations voient que les coûts de la transformation sont partagés équitablement.⁷⁶

4.B. UNE TRANSITION RAPIDE ET JUSTE VERS L'ABANDON DES ÉNERGIES FOSSILES

Pour éviter un dérèglement climatique catastrophique, il convient de réduire de 48 % les émissions mondiales (par rapport aux niveaux de 2019) et les ramener à zéro d'ici à 2050.⁷⁷ En d'autres termes, l'humanité doit rapidement cesser d'utiliser les énergies fossiles d'une manière équitable et maximisant la capacité de toutes les nations, en particulier celles du Sud global, à éliminer la pauvreté et à répondre aux besoins de leurs populations

Dotés de la plus grande responsabilité et capacité à réduire les émissions, les pays riches et pollueurs doivent d'abord éliminer progressivement les énergies fossiles, et ce sans tarder. Cependant, un récent rapport d'Oxfam révèle que les pays riches du G20 sont loin d'assumer leur juste part des mesures d'atténuation au niveau mondial.⁷⁸ Ils doivent immédiatement cesser de délivrer de nouvelles licences ou d'autoriser toute expansion de la prospection, de l'extraction et de la transformation du charbon, du pétrole et du gaz. Tous les pays riches doivent réduire leur production de pétrole et de gaz dès que possible si nous voulons maintenir la température en dessous de 1,5 °C. Selon le Tyndell Center for Climate Change Research, il faudrait que les pays ayant la plus forte production d'énergies fossiles et la plus grande capacité de transition éliminent progressivement le charbon d'ici à 2030, ainsi que le pétrole et le gaz d'ici à 2034.⁷⁹

Le reste du budget carbone mondial doit être affecté en priorité aux pays à faible revenu, principalement dans les pays du Sud global, afin de répondre aux besoins urgents en matière de développement, notamment le manque d'accès à l'énergie.

On estime que 675 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et que jusqu'à 2,3 milliards de personnes utilisent encore des énergies et des technologies polluantes pour cuisiner, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie.⁸⁰

Le secteur de l'énergie étant responsable d'environ trois quarts des émissions de gaz à effet de serre, il est primordial de prévoir une transition rapide vers des sources d'énergie propres et renouvelables à l'échelle mondiale. Le passage des énergies fossiles polluantes aux sources d'énergie propres et renouvelables, la promotion d'une utilisation plus efficace de l'énergie et la réduction de la consommation d'énergie sont autant d'éléments clés de cette transition.

L'énergie est vitale pour l'épanouissement humain. Elle libère les personnes d'un travail physique pénible et sous-tend de nombreux aspects importants de notre vie : la nourriture que nous mangeons, la façon dont nous chauffons et éclairons nos maisons, les transports que nous utilisons, les vêtements que nous portons et notre mode de communication. Cependant, elle constitue aussi une autre source de profondes inégalités. On estime que 675 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et que jusqu'à 2,3 milliards de personnes utilisent encore des énergies et des technologies polluantes pour cuisiner,^{81 82} ce qui provoque 3,2 millions de décès chaque année. La transition vers une énergie propre offre des avantages économiques, sociaux et environnementaux, tels qu'un meilleur accès à l'énergie, une sécurité énergétique accrue, de nouveaux emplois verts, une protection contre la volatilité des prix des carburants, une réduction de la pollution et une production d'énergie décentralisée et détenue localement.⁸³ Tous ces éléments peuvent s'avérer particulièrement bénéfiques pour les femmes, notamment celles qui vivent dans la pauvreté et qui sont issues de groupes marginalisés, en améliorant les possibilités de santé et d'éducation et en réduisant la quantité de travail de soins non rémunéré. Alliés à l'ampleur de la transition nécessaire pour atténuer la crise climatique, ces atouts offrent à l'humanité une occasion sans précédent de réduire simultanément les inégalités existantes et d'assurer l'accès universel à l'énergie, entre autres objectifs essentiels du développement durable (ODD).

4.C. UN NOUVEL OBJECTIF POUR UNE NOUVELLE ÈRE

Notre système économique actuel privilégie par-dessus tout la croissance économique, quelle qu'elle soit. Il s'agit d'un postulat erroné et extrêmement corrosif qui implique que la seule façon d'augmenter les revenus des plus pauvres consiste à accroître simultanément ceux des super-riches. Il utilise le racisme et le sexisme pour étayer des inégalités de richesse de plus en plus extrêmes.

Ancré dans le colonialisme, c'est un système qui continue de dépendre de régimes commerciaux néocoloniaux qui extraient la valeur et la richesse des travailleurs du Sud global pour fournir toujours plus de richesses aux riches actionnaires du Nord global. C'est un système qui abuse et exploite les groupes racialisés dans tous les pays. C'est un système qui repose sur le sexisme ainsi que sur l'inégalité entre les sexes et qui les maintient. Il ne mesure pas, ne reconnaît pas et ne valorise pas les énormes contributions à notre bien-être des milliards d'heures de travail non rémunéré effectuées chaque jour par les femmes et les filles, en particulier celles qui vivent dans la pauvreté et qui appartiennent à des groupes marginalisés.⁸⁴ Il s'agit d'un système enraciné dans l'extraction et la destruction de l'environnement,⁸⁵ qui ne parvient pas à mesurer l'impact de l'humain sur le monde naturel.

Pour parvenir à une transformation égalitaire, il est urgent de changer fondamentalement l'objectif de nos économies, en cessant de poursuivre la croissance économique à tout prix, en faveur du double objectif du bien-être humain et de l'épanouissement de la planète. Cela signifie qu'il ne suffit pas de mettre fin à la pauvreté et à la vulnérabilité, mais qu'il faut plutôt veiller à ce que chacun ait les moyens et les possibilités de mener une vie saine et

épanouie. Cela implique également de redéfinir ce qui présente une véritable valeur dans nos économies et nos sociétés. Cela implique d'éliminer toutes les formes de racisme et de sexisme. Il n'en va pas seulement de la survie de la planète, mais aussi de créer les conditions nécessaires à la prospérité du monde naturel et au renouvellement planétaire.^{86,87}

REMETTRE LES POPULATIONS ET LEURS POUVOIRS PUBLICS AUX COMMANDES

Axer nos économies sur le bien-être humain et l'épanouissement de la planète exige une action consciente et déterminée et un rejet clair du dogme économique néolibéral, qui ne soutient pas l'intervention volontariste de l'État, ni d'aucun autre acteur.

Les marchés sont un moteur essentiel de croissance et de prospérité, mais nous ne devons plus accepter le principe erroné selon lequel le moteur doit diriger la voiture. Fondamentalement, il convient de rejeter l'idée que le bien-être de tous et la survie de notre planète ne peuvent être créés que comme un sous-produit de la quête du profit financier et d'une richesse toujours plus grande d'un petit nombre de personnes. Comme l'a dit le *Financial Times* dans un récent éditorial, « Ce sont les gouvernements, et non BlackRock, qui devront mener ce nouveau plan Marshall ».⁸⁸

« ... Ce moment exige de forger un nouveau consensus Parmi les facteurs clés [d'inégalité] figurent des décennies de politiques liées à la théorie du ruissellement, notamment des réductions fiscales régressives, des coupes claires dans les investissements publics, une concentration incontrôlée des entreprises et des mesures actives visant à saper le mouvement syndical ... » – Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis⁸⁹

La bonne nouvelle, c'est que les pays commencent à remettre en question le néolibéralisme et à réexaminer le rôle d'une action volontariste de l'État, capable de façonner les économies en faveur d'objectifs sociaux et environnementaux. L'innovation technologique, par exemple, a le potentiel de soutenir une transformation égalitaire, mais la question de savoir qui contrôle et profite des nouvelles technologies et décide laquelle est la plus utile socialement revêt une importance croissante.⁹⁰

Malheureusement, les pouvoirs publics sont souvent trop réticents à intervenir parce qu'ils sont aveuglés par le dogme néolibéral ou contrôlés par des élites puissantes. Le rétablissement d'un rôle positif et proactif des gouvernements passe par la résurgence d'une véritable démocratie et la protection de l'espace civique. Il est essentiel de prévoir une supervision citoyenne rigoureuse de la planification et de la prise de décisions gouvernementales pour veiller à ce que les besoins, les désirs et les idées des personnes vivant dans la pauvreté, des femmes et des personnes les plus marginalisées soient pris en considération.

En fin de compte, seul le pouvoir de millions de personnes exigeant le changement peut contrer l'influence des élites riches et assurer la transformation égalitaire qui se révèle si nécessaire.

CONCLUSION - VAINCRE LE PIÈGE DU CLIMAT ET DES INÉGALITÉS

Si l'on veut préserver l'avenir de l'humanité, cet avenir doit être égalitaire. Seule une réduction radicale des inégalités peut nous permettre de vaincre le dérèglement climatique. Dans le même temps, ce dernier menace de faire grimper les inégalités à des niveaux plus élevés que jamais, car il alimente les divisions existantes entre nous.

Ce n'est qu'en menant et en gagnant ces deux batailles ensemble que nous pourrions créer un avenir pour nous-mêmes, pour nos enfants et pour notre planète.

Encadré 4. Trois étapes pour une transformation égalitaire

Les pouvoirs publics peuvent et doivent agir dès maintenant. Voici une liste de trois domaines dans lesquels Oxfam propose de nouvelles orientations et actions politiques.

1. Une hausse radicale de l'égalité. Nous devons réduire rapidement et radicalement les inégalités économiques pour permettre de réduire les émissions et d'éliminer la pauvreté, ainsi que pour soutenir la lutte contre le sexisme, le racisme et d'autres formes d'oppression.

2. Une transition rapide et juste vers l'abandon des énergies fossiles. Nous devons réduire rapidement et considérablement les émissions de carbone, en particulier celles des pays, des personnes et des sociétés les plus riches, afin de maintenir l'augmentation de la température du réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C. Nous devons utiliser la taxation des plus riches afin de lever les billions de dollars nécessaires pour financer cette transition et pour payer les pertes et les dommages déjà causés.

3. Un nouvel objectif pour une nouvelle ère. Nous devons modifier fondamentalement l'objectif de nos économies pour le bien-être de tous et l'épanouissement de la planète.

Une liste complète des recommandations figure au Chapitre 5 du rapport complet en anglais.

NOTES

¹ Tous les calculs des statistiques se trouvent dans la *Methodology Note*

² Discours du Président Luiz Inácio Lula Da Silva au cours du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, juin 2023. Cité dans People's Dispatch. (2023). *Les inégalités doivent être un thème prioritaire des débats sur le changement climatique, déclare Lula à Paris.*

<https://peoplesdispatch.org/2023/06/23/inequality-must-be-priority-in-climate-change-discussion-says-lula-in-paris/>

³ Pavel Martiarena Huamán est un activiste et photographe de Madre de Dios, où il lutte contre l'extractivisme en Amazonie. Il est cofondateur de Generación Verde (Génération verte) et dirige la campagne d'Oxfam « Faisons payer les riches pollueurs ». (Madre de Dios est une région du bassin amazonien du sud-est du Pérou, à la frontière du Brésil et de la Bolivie.)

⁴ GIEC. (2023). *Rapport de synthèse du RE6.*

<https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/resources/spm-headline-statements/>

⁵ Les émissions excédentaires désignent les contributions nationales aux émissions cumulées de CO₂ dépassant la limite planétaire de 350 ppm de concentration de CO₂ dans l'atmosphère. Cette approche est ancrée dans le principe de l'égalité d'accès par habitant aux ressources communes de l'atmosphère. J. Hickel (2020). *Quantifying National Responsibility for Climate Breakdown: An Equality-Based Attribution Approach for Carbon Dioxide Emissions in Excess of the Planetary Boundary. Lancet Planetary Health.*

[https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(20\)30196-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(20)30196-0/fulltext)

⁶ CDP. (2017). *The Carbon Majors Database CDP Carbon Majors Report 2017.*

<https://cdn.cdp.net/cdp-production/cms/reports/documents/000/002/327/original/Carbon-Majors-Report-2017.pdf?1501833772>

⁷ Voir Oxfam. (2023). *Climate and Inequality Flagship Report: Methodology Note.*

⁸ B. Barros et R. Wilk. (2021). *The Outsized Carbon Footprints of the Super-Rich. Sustainability: Science, Practice and Policy.*

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/15487733.2021.1949847>

⁹ Selon le rapport 2020 du PNUÉ *Emissions Gap Report* (disponible sur <https://www.unep.org/emissions-gap-report-2020>), l'estimation médiane du niveau d'émissions en 2030 compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C est de 33 Gt d'équivalent CO₂ (plage de 26 à 34), soit environ 24 Gt de CO₂. Selon les Nations unies, la population mondiale devrait atteindre 8,5 milliards d'habitants en 2030. Si l'on divise à parts égales le niveau d'émissions de 2030 compatible avec une température de 1,5 °C par 8,5 milliards d'habitants, on obtient une estimation de 2,8 tonnes de CO₂ par habitant.

¹⁰ Institute for Policy Studies. (2023). *High Flyers 2023: How Ultra-Rich Private Jet Travel Costs the Rest of Us and Burns Up the Planet.* <https://ips-dc.org/report-high-flyers-2023/>

¹¹ Voir *Methodology Note*.

¹² Voir *Methodology Note*.

¹³ Greenpeace. (2023). *European Private Jet Pollution Doubled in One Year.*

<https://www.greenpeace.org/eu-unit/issues/climate-energy/46619/european-private-jet-pollution-doubled-in-one-year/>

¹⁴ GIEC. (2023). *Changement climatique 2023 : rapport de synthèse. Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.*

https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf. Obtenu le 30 juillet 2023.

¹⁵ Voir *Methodology note*.

¹⁶L. Chancel. (2022). *Global Carbon Inequality Over 1990–2019*. *Nature Sustainability*, 5, 931–938. <https://www.nature.com/articles/s41893-022-00955-z>. Les émissions proviennent de la consommation des ménages, des dépenses publiques et des investissements. L'étude a utilisé la formation brute de capital fixe comme indicateur des investissements.

¹⁷Ibid. Les émissions proviennent de la consommation des ménages, des dépenses publiques et des investissements. L'étude a utilisé la formation brute de capital fixe comme indicateur des investissements.

¹⁸Oxfam. (2022). *Les milliardaires du carbone : les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-billionaires-the-investment-emissions-of-the-worlds-richest-people-621446>. L'étude attribue les émissions de scope 1 et de scope 2 des sociétés dans lesquelles ces personnes avaient investi en fonction de leur participation au capital. Nous avons constaté que les investissements et les actions détenus par ces personnes émettaient en moyenne 3 millions de tonnes de CO₂ par an.

¹⁹D. Kenner. (2019). *Carbon Inequality. The Role of the Richest in Climate Change*. Routledge.

²⁰Voir *Methodology Note*.

²¹*The American Prospect*. (2020). *Members of Congress Own Up to \$93 Million in Fossil Fuel Stocks*. <https://prospect.org/power/members-of-congress-own-up-to-93-million-in-fossil-fuel-stocks/>

²²Global Witness. (2021). *Hundreds of Fossil Fuel Lobbyists Flooding COP26 Climate Talks*. <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/hundreds-fossil-fuel-lobbyists-flooding-cop26-climate-talks/>

²³E.M. Noam. (2016, janvier). *The Owners of the World's Media*. <https://business.columbia.edu/sites/default/files-efs/imce-uploads/CITI/Articles/197976233.pdf>

²⁴*The Guardian*. (2021). *The Dirty Dozen: Meet America's Top Climate Villains*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/oct/27/climate-crisis-villains-americas-dirty-dozen>, Numéro 9.

²⁵A. Fisher. (2019, 13 août). *Foxic: Fox News Network's Dangerous Climate Denial 2019*. *Public Citizen*. <https://www.citizen.org/article/foxic-fox-news-networks-dangerous-climate-denial-2019>, p. 4.

²⁶*The Guardian*. (2019). « *Climate Apartheid* »: *UN Expert Says Human Rights May Not Survive*. <https://www.theguardian.com/environment/2019/jun/25/climate-apartheid-united-nations-expert-says-human-rights-may-not-survive-crisis>

²⁷GIEC. (2023). *Changement climatique 2023 : rapport de synthèse*. https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf

²⁸FAO. (2023). *The Status of Women in Agrifood Systems – Overview*. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://www.fao.org/3/cc5060en/cc5060en.pdf>

²⁹DAES. (n.d.). *The Effects of Climate Change on Indigenous Peoples*. <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/climate-change.html>

³⁰L'étude montre que, bien que les inégalités entre les pays aient diminué au cours du dernier demi-siècle, il y a une probabilité de ~90 % que le réchauffement climatique ait ralenti cette diminution. Voir S. Diffenbaugh et M. Burke. (2019). *Global Warming has Increased Global Economic Inequality*. *PNAS*, 16(20). <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.1816020116>

³¹CCNUCC. (2022). *A Billion of the World's Most Climate-Vulnerable People Live in Informal Settlements – Here's What They Face*. <https://climatechampions.unfccc.int/a-billion-of-the-worlds-most-climate-vulnerable-people-live-in-informal-settlements-heres-what-they-face/>

³²Oxfam. (2013). *No Accident. Resilience and the Inequality of Risk*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/292353/bp172-no-accident-resilience-inequality-of-risk-210513-en.pdf>

³³UNDRR. (2022). *Education's Crucial Role in Community Climate Change Adaptation*. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://www.preventionweb.net/news/educations-crucial-role-community-climate-change-adaptation>

-
- ³⁴ A. Kleinman. (2023, 30 mai). *Elon Musk Thinks Humans Need to Move to Mars to Avoid Extinction*. *Huffington Post*. https://www.huffingtonpost.co.uk/entry/elon-musk-mars_n_3359773
- ³⁵ E. Spitznagel. (2022, 24 septembre). *Billionaire Bunkers: How the World's Wealthiest Are Paying to Escape Reality*. *New York Post*. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://nypost.com/2022/09/24/how-the-worlds-billionaires-are-paying-to-escape-global-disaster/>
- ³⁶ L'élimination de l'excès d'eau dans ce type de zones est lente, ce qui augmente les risques de maladies telles que le paludisme et la dengue.
- ³⁷ CCNUCC. (2022). *A Billion of the World's Most Climate-Vulnerable People Live in Informal Settlements*.
- ³⁸ Ibid.
- ³⁹ UNDRR. (2022). *Education's Crucial Role in Community Climate Change Adaptation*. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://www.preventionweb.net/news/educations-crucial-role-community-climate-change-adaptation>
- ⁴⁰ Oxfam. (2013). *No Accident*.
- ⁴¹ Ibid.
- ⁴² Voir *Methodology Note*.
- ⁴³ *New York Times*. (2018.). *Among the Ruins of Mexico Beach Stands One House, Built 'for the Big One'*. 14 octobre. <https://www.nytimes.com/2018/10/14/us/hurricane-michael-florida-mexico-beach-house.html>
- ⁴⁴ Climate Impact Lab. (2022). *Valuing the Global Mortality Consequences of Climate Change Accounting for Adaptation Costs and Benefits*. *Quarterly Journal of Economics*, 137(4), 2037–2105. <https://doi.org/10.1093/qje/qjac020>
- ⁴⁵ A. Baviskar. (2022). *The Social Experience of Heat: Urban Life in the Indian Anthropocene*. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://www.theindiaforum.in/article/social-experience-heat-urban-life-indian-anthropocene>
- ⁴⁶ T.A. Deivanayagam et al. (2023). *Envisioning Environmental Equity: Climate Change, Health, and Racial Justice*. *Lancet*, 1, 402(10395), 64–78. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2823%2900919-4>
- ⁴⁷ FAO. (2023). *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*. <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc3017fr> et PAM (n.d.). *Une crise alimentaire mondiale*. Obtenu de <https://www.wfp.org/global-hunger-crisis>
- ⁴⁸ Oxfam. (2022). *Quand la souffrance rapporte gros. Face à l'explosion de la fortune des milliardaires et alors que le coût de la vie grimpe en flèche, il est urgent de taxer les plus riches*. Obtenu le 30 juillet 2023, <https://www.oxfam.org/en/research/profitng-pain>
- ⁴⁹ FAO, OMC, Banque mondiale. (2023). *Rising Global Food Insecurity: Assessing Policy Responses. A Report Prepared at the Request of the Group of 20 (G20)*. Obtenu le 20 juillet 2023, <https://www.fao.org/3/cc5392en/cc5392en.pdf>
- ⁵⁰ USDA (ministère de l'Agriculture des États-Unis). (2023). *Food Spending as a Share of Income Declines as Income Rises*. Obtenu de <https://www.ers.usda.gov/data-products/chart-gallery/gallery/chart-detail/?chartId=58372>
- ⁵¹ Hindustan Times. (2023). *Mumbai Slums are 6 Degrees Celsius Warmer than Neighbouring Housing Societies in October: Study*. <https://www.hindustantimes.com/mumbai-news/mumbai-slums-are-6-degrees-celsius-warmer-than-neighbouring-housing-societies-in-october-study/story-wo22fMA4bIUjzvV50IdamN.html>
- ⁵² Oxfam évite désormais les termes tels que « pays développés » ou « pays en développement », mais comme ces groupes de pays sont inscrits dans la CCNUCC et l'Accord de Paris, nous les utilisons pour plus de clarté lorsque nous faisons référence à certains aspects du régime climatique international, notamment l'apport de financements pour le climat.
- ⁵³ Oxfam. (2023). *2023 : les vrais chiffres des financements climat*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-finance-shadow-report-2023-621500/>

-
- ⁵⁴ Laboratoire sur les inégalités mondiales. (2022). *Rapport sur les inégalités mondiales*, chapitre trois. <https://wir2022.wid.world/chapter-3/>
- ⁵⁵ Voir *Methodology Note*.
- ⁵⁶ Laboratoire sur les inégalités mondiales. (2023). *Climate and Inequality Report*.
- ⁵⁷ Voir *Methodology Note*.
- ⁵⁸ Oxfam International et Action Aid. (2023, janvier). *Corporation Windfall Profits Rocket to \$1 Trillion a Year*. <https://www.oxfam.org.uk/media/press-releases/corporation-windfall-profits-rocket-to-1-trillion-a-year/>
- ⁵⁹ Marinel Ubaldo, activiste pour le climat des Philippines, interviewée par Oxfam dans le cadre de la campagne Faisons payer les riches pollueurs (2023), <https://makerichpolluterspay.org/activists/marinel-ubaldo/>
- ⁶⁰ Banque mondiale. (2023). *The Climate Implications of Ending Global Poverty*. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099557002242323911/idu0bbf17510061a9045530b57a0ccaba7a1dc79>. Le document modélise une réduction des inégalités de 17 % d'ici à 2050 sur la base des meilleurs résultats historiques et constate que l'augmentation des émissions nécessaire pour éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2050 est de 1,8 % des niveaux d'émissions de 2019, contre 4,9 % sans réduction des inégalités.
- ⁶¹ Pour une explication du seuil de prospérité proposé par la Banque mondiale, voir les blogs de la Banque mondiale. (2023). *The Prosperity Gap: A Proposed New Indicator to Monitor Shared Prosperity*. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/prosperity-gap-proposed-new-indicator-monitor-shared-prosperity#:~:text=The%20World%20Bank%20tracks%20shared,income%20distribution%20in%20all%20countries>
- ⁶² Voir *Methodology Note*.
- ⁶³ Voir *Methodology Note*.
- ⁶⁴ L. Chancel et T. Piketty. (2015). *Carbone et inégalité : de Kyoto à Paris - Évolution de l'inégalité mondiale des émissions de CO2 (1998-2013) et perspectives pour un financement équitable de l'adaptation*. Laboratoire sur les inégalités mondiales. <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>
- ⁶⁵ Voir *Methodology Note*.
- ⁶⁶ Oxfam. (2022). *Les milliardaires du carbone*.
- ⁶⁷ R. Wilkinson et K. Pickett. (2022). *From Inequality to Sustainability*. https://www.clubofrome.org/wp-content/uploads/2022/05/Earth4All_Deep_Dive_Wilkinson_Pickett.pdf
- ⁶⁸ K. Pickett et R. Wilkinson. (2010). *The Spirit Level*. Penguin Books ; et S. Bienstman (2023). *Does Inequality Erode Political Trust?* <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpos.2023.1197317/full>
- ⁶⁹ Oxfam. (2021). *Le virus des inégalités*. <https://www.oxfam.org/en/research/inequality-virus>
- ⁷⁰ Wilkinson et Pickett. (2022). *From Inequality to Sustainability*.
- ⁷¹ Oxfam. (2022). *L'indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2022*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2022-621419/>
- ⁷² Oxfam. (2018). *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/reward-work-not-wealth-to-end-the-inequality-crisis-we-must-build-an-economy-fo-620396/>
- ⁷³ Alliance coopérative internationale et Organisation internationale du travail. (n.d.). *Les coopératives et les Objectifs du développement durable*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_240640.pdf
- ⁷⁴ Oxfam. (2013). *No Accident*.
- ⁷⁵ Base de données sur les inégalités mondiales. (2023). *Climate and Inequality Report*. <https://wid.world/wp-content/uploads/2023/01/CBV2023-ClimateInequalityReport-2.pdf>
- ⁷⁶ W Wilkinson et Pickett. (2022). *From Inequality to Sustainability*.
- ⁷⁷ GIEC. (2023). *Changement climatique 2023 : rapport de synthèse*.

⁷⁸ Oxfam. (2023). *Les pays du G20 font-ils leur juste part dans l'atténuation du changement climatique à l'échelle mondiale ?* <https://policy-practice.oxfam.org/resources/are-g20-countries-doing-their-fair-share-of-global-climate-mitigation-comparing-621540/>

⁷⁹ D. Calverley et K. Anderson. (2022). *Phaseout Pathways for Fossil Fuel Production Within Paris-Compliant Carbon Budgets*. Tyndall Centre, Université de Manchester.

⁸⁰ AEI, IRENA, UNSD, Banque mondiale, OMS. (2023). *Tracking SDG 7, The Energy Progress Report, 2023*. <https://www.who.int/publications/m/item/tracking-sdg7--the-energy-progress-report-2023>

⁸¹ Ibid.

⁸² H. Ritchie et M. Roser. (2019). *Access to Energy*. Our World in Data. <https://ourworldindata.org/energy-access>

⁸³ Oxfam (2023) *Pour une transition énergétique juste* <https://policy-practice.oxfam.org/resources/towards-a-just-energy-transition-implications-for-communities-in-lower-and-mid-621455/>

⁸⁴ Oxfam. (2020). *Celles qui comptent : reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*.

⁸⁵ Oxfam. (2023). *Pour une transition énergétique juste*.

⁸⁶ La réalisation de ces deux objectifs de justice sociale et d'épanouissement planétaire est à la base du concept de la théorie du donut ; voir K. Raworth. (n.d.). *What on Earth is the Doughnut?...* <https://www.kateraworth.com/doughnut/>

⁸⁷ J. Rockström et al. (2023). *Safe and Just Earth System Boundaries*. *Nature*, 619, 102–111. <https://www.nature.com/articles/s41586-023-06083-8>

⁸⁸ *Financial Times*. (2023). *The Energy Transition Will Be Volatile*. <https://www.ft.com/content/86d71297-3f34-48f3-8f3f-28b7e8be03c6>

⁸⁹ Maison blanche. (2023). *Allocution du Conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan sur le renouvellement du leadership économique américain à la Brookings Institution*. 27 avril. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/04/27/remarks-by-national-security-advisor-jake-sullivan-on-renewing-american-economic-leadership-at-the-brookings-institution/>

⁹⁰ A. Atkinson. (2015). *Inequality: What Can Be Done?* Harvard University Press.